

Le gouvernement n'a pas, selon moi, une juste vision du problème de rentabilité et de productivité dont il parle si volontiers. L'idée chère aux conservateurs, c'est que les solutions tiennent à une question d'attitude, que si le ministre des Finances montre assez clairement qu'il entend réduire le déficit, le secteur privé reprendra confiance en investissant, ce qui favorisera la relance de l'emploi. J'ajoute qu'on se fiche de savoir quels genres d'emplois sont créés ou si les investissements sont effectués dans les secteurs stratégiques. Le gouvernement pense qu'il suffit de créer un climat favorable pour que l'argent coule à flots. Je ne peux le prouver, monsieur le Président, mais je crois que le secteur privé laissera tomber ses amis, non pas par malveillance, mais parce que les problèmes ont des racines plus profondes que cela. Il ne suffit pas d'ouvrir la porte au secteur privé pour le résoudre. Il ne s'explique pas non plus simplement par la gabegie du secteur public. Cependant, je ne veux pas tomber dans ce débat, mais bien le dépasser.

Si le problème est international, la solution le sera également, en particulier si nous devons faire face à des problèmes écologiques, nous devons le faire ensemble. Si un pays essaie, seul, de s'attaquer à la dimension écologique de ses problèmes économiques, il ne sera plus compétitif par rapport aux autres pays. On entendra alors des arguments sur la nécessité, par exemple dans le contexte canadien, de rester compétitifs par rapport aux autres pays. Ainsi, la communauté internationale doit faire front commun devant la crise de rentabilité et de productivité, afin que les pays ne fassent pas de la surenchère les uns contre les autres et que les travailleurs d'un pays ne soient pas dressés contre ceux d'un autre.

D'où vient donc cette crise de productivité, monsieur le Président? Elle découle du fait que nous avons surestimé pendant des années la productivité, car nous avons tenu certaines choses pour acquies. Nous avons cru toujours pouvoir compter sur de l'air pur, de l'eau potable, un bon sol, et les valeurs sociales et morales que nous ont laissées la piété du 19<sup>e</sup> siècle, l'éthique du travail et en Amérique du Nord l'expérience des premiers colons. Nous avons tenu toutes ces choses pour acquies, monsieur le Président, et elles nous glissent entre les doigts. Nous essayons de comprendre ce qui se passe dans les limites d'un modèle économique qui ne nous permet absolument pas de comprendre des facteurs de ce genre.

Avec le temps, notre système économique a fini par détruire ce qu'on pourrait appeler ses «biens gratuits», des biens dont nous n'avons jamais tenu compte dans le calcul des coûts de production. Nous savons maintenant que l'exploitation minière est beaucoup plus coûteuse qu'elle ne semblait l'être au départ, alors que nous commençons à tenir compte du coût des soins de santé pour des maladies professionnelles ou du coût des dégâts causés par les pluies acides. Depuis le désastre du Love Canal et la dégradation de la qualité de l'eau des Grands lacs, nous savons que le prix du progrès technologique est beaucoup plus élevé que prévu. Depuis que nous avons lu le rapport que le Sénat a publié il y a deux ou trois mois sur l'érosion des sols, nous savons que nos méthodes agricoles n'ont pas été aussi efficaces que prévu. A longue échéance, au lieu de favoriser la productivité, nos méthodes agricoles vont l'entraver. Par ailleurs, nous savons que toute la dynamique de notre économie tend à la désintégration de liens humains naguère si précieux. Et je n'entends pas seulement précieux sur le plan spirituel ou

moral, monsieur le Président, mais aussi du point de vue économique.

Nous commençons seulement à nous rendre compte de toutes les incidences sociales de notre modèle économique. Je veux parler des incidences sociales de l'échec de l'exploitation agricole de type familial et de sa disparition graduelle, de l'échec de la société communautaire, prolongement de la famille, voire de l'échec de la famille nucléaire. Même la famille nucléaire ne saurait survivre au mode de vie économique que nous aimons tant. Nous avons tenté d'atténuer les incidences sociales en instituant l'État providence, mais nous devons bientôt payer pour les dommages écologiques. Nous devons payer par une réduction à la fois de la productivité et de la profitabilité. Parce que nous ne nous sommes pas souciés de reboisement, nous devons nous rendre toujours plus loin pour trouver des forêts à exploiter. Nous avons permis la destruction abusive de centaines de milliers d'acres pour répondre à de faux besoins. Nous avons toléré un système dans lequel ces besoins étaient créés par la publicité. Nous sommes tous responsables de cette situation. Il ne s'agit pas de chercher un coupable. Chacun de nous est coupable à sa façon d'avoir participé à cette surconsommation qui fera dire aux personnes qui nous succéderont dans quelques siècles: Comment ont-ils pu utiliser en si peu de temps des ressources accumulées pendant des millions d'années, sans penser à l'avenir?

• (1600)

Je suis heureux que les journalistes s'intéressent enfin à la crise forestière. Nous avons soulevé la question à la Chambre depuis que je suis arrivé ici, et je suis sûr que nous n'étions pas les premiers. Heureusement, il en restera quelque chose et nous pouvons enfin espérer qu'on va s'occuper du problème.

Il existe un autre bon exemple de la façon dont notre gaspillage réduit la productivité. Je veux parler des sommes astronomiques qui ont été dépensées depuis dix ans dans la mer de Beaufort et dans d'autres endroits de l'Arctique où nous avons dû forer pour trouver le plus de pétrole possible. N'aurait-il pas été bien préférable de gérer nos ressources énergétiques non renouvelables de manière à ne pas avoir besoin de nous lancer dans ces activités qui remettent en question le bien-être des autochtones et l'équilibre de l'éco-système très fragile de l'Arctique? La pêche est un autre exemple de la façon dont notre modèle économique nous pousse à des excès.

En tout cas, le problème vient du fait que les contingences écologiques diminuent la rentabilité des opérations, parce que nous devons aller prospecter de plus en plus loin et forer de plus en plus profondément. Mais si l'on demande aux sociétés concernées de corriger la situation, cela diminue leur rentabilité. Elles répondent alors que c'est trop coûteux et qu'elles feraient mieux d'aller investir ailleurs. Ou alors elles refilent la note aux consommateurs en augmentant leurs prix, ce qui diminue la demande et rend les entreprises moins concurrentielles. Il est clair par conséquent que la question de l'environnement est loin d'être secondaire. Elle est au contraire étroitement liée à toutes les questions économiques que nous étudions à la Chambre. Je ne pense pas que nous abordions ces questions correctement, car nous ne tenons pas assez souvent compte de ce facteur.